

La Région en parle

Des clics et des claques

Pascal Quittemelle, photographe depuis bientôt vingt-cinq ans, créateur et organisateur du concours "les Photographies de l'année", nous parle de son métier.

Des réponses souvent sans langue de bois. Il mitraille notamment le monde politique.

Depuis quand êtes-vous photographe ?

"Depuis le 1er janvier 1987 : cela fera bientôt 25 ans !"

Quelle est votre formation ?

"Un CAP et un BEP dans la vente ! Après avoir travaillé dans le commerce de détail, la maçonnerie (comme manoeuvre), à l'usine, barman..., j'ai découvert la photographie à la MJC de Longny-au-Perche et à l'Armée en 1983.

Après avoir été licencié trois fois, dont la dernière fois illégalement, je me suis dit que je n'aurai plus jamais de patron !"

Et alors ?

"Avec quelques économies, je suis parti au Québec en 1986 pour la première fois, avec mon sac à dos et mon premier appareil photo.

Durant ce premier séjour dans la « Belle province », j'y ai rencontré ma future épouse ! Après quatre mois au Québec, à mon retour j'ai décidé de me lancer comme photographe !"

Dans "Géo"

Vous avez pris des cours ?

"Non. Mais j'aurais dû. Lorsque l'on vient d'un milieu modeste dans un village de 1 500 habitants, au milieu des années 80, les choix sont plutôt limités.

J'ai eu un petit coup de pouce du destin au début de 1988 : Ouest-France cherchait un photographe « pigiste » pour les sports. Je me suis présenté et le dimanche suivant je faisais des photographies de football à Argentan"

Plutôt pas mal comme début ?

"Heureusement qu'il y a eu un penalty et que j'étais derrière le but, sinon je ne suis pas sûr qu'il y aurait eu une photo dans le journal..."

Et petit à petit, je me suis amélioré. Je manquais de technique... Que je compensais par un bon « feeling ». J'avais joué pendant des années au foot, puis au tennis et d'autres sports. Je pense que ça m'a aidé au début".

Et ensuite ?

"À force de lire des livres sur la photographie ou des magazines, on s'améliore. Sans oublier le contact d'autres photographes.

Merci à Dany Arley [ancien journaliste à l'Orne hebdo] qui m'a beaucoup aidé au début... Je pense souvent à lui.

Puis j'ai eu quelques parutions : Télé Loisirs, Libération, Le Figaro Magazine, ma première photo dans Géo !"

Géo Magazine ?

"Oui. Une photo du Québec, vendue par le biais d'une agence qui me représentait. Cette photo, assez ordinaire, m'a donné confiance. Je me suis dit que "si Géo publie une de tes



Photographe professionnel basé à Alençon, Pascal Quittemelle est également éditeur de cartes postales et l'auteur de livres (sur le Canada, le Québec, les maisons en bois...). Il prépare un livre sur le haras du Pin, qu'il a photographié sous toutes les coutures (photo Franck Lecrenay)

photos, c'est que tu ne dois pas être si mauvais que ça !"

La vie au Québec

En 1992, avec votre famille, vous décidez de partir au Québec : pour quoi ?

"Parce que nous en avions envie, mon épouse et moi. Nous y avons passé six années formidables. Difficile au niveau financier, mais tellement enrichissant au niveau voyages et rencontres.

Côté photo, je suis allé de Terre-Neuve à Vancouver ! J'ai campé avec les Inuits sur la banquise, j'ai photographié les baleines du St-Laurent, la naissance des bébés phoques sur la banquise, etc."

Pourquoi êtes-vous revenus ?

"D'abord pour les études de nos deux filles. Et là on ne le regrette pas.

Pour le reste, nous avons souvent la nostalgie du Québec. Ils prennent le temps de vivre. Ils ont le temps de faire des choses. Comme se recevoir.

Et surtout c'est beaucoup moins politisé que notre société ! En France, on vote quasiment tous les ans, sans que cela change grand-chose... Si vous ne faites pas partie d'un bord ou d'un autre, vous avez peu de chance d'arriver à vos fins... Ou plus difficilement !"

Qu'est-ce qui a changé dans votre profession ?

"Je pourrais presque dire : tout ! J'ai un ami photographe en Bretagne, Baptiste Leglatin, qui fait le constat suivant : « Les emplois dans la photographie ont chuté de 46% en 10 ans. Le prix d'une

image en photothèque a été divisé par 10 en sept ans. Globalement, la valeur d'une photographie a perdu tout lien avec son coût réel de production. Depuis 10 ans, la circulation et la quantité des images se sont accrues de manière exponentielle.

En nous livrant à un calcul rapide, nous estimons à 20 millions au bas mot le nombre d'images sur internet échappant à toute économie en France. Or, dans le même temps, la situation des professionnels de l'image s'est dramatiquement dégradée".

Des personnes sans foi ni loi

Quelles en sont les raisons ?

"Elles sont multiples. L'arrivée d'Internet et du numérique. Mais surtout l'arrivée de personnes sans foi ni loi, qui ont créé des agences, dites « microstocks », et qui vendent généralement des photos à des prix très inférieurs aux prix pratiqués par les banques d'images traditionnelles. Quelquefois moins de 1 euro la photo !"

À qui la faute ?

"Le premier responsable est l'Etat ! Ses différents services ne font pas respecter les lois ! Depuis plus de dix ans, des entreprises utilisent le terme « photos libres de droit ». Or, le « libre de droits » est une fiction juridique. Le « Libre de droits », est une mauvaise traduction de « Royalty Free », l'un comme l'autre sont des formes de licences dont les termes sont en contradiction avec la loi sur les droits d'auteur en France. Inspiré du copyright amé-

ricain, le « libre de droits » est une notion marketing créée par des sociétés commerciales. Le « libre de droits » n'est pas une photo gratuite que l'on peut utiliser sans limite. Le « libre de droits » n'est pas libre du droit patrimonial.

Il y a obligation de mentionner chaque droit cédé pour qu'une cession soit licite. Le « libre de droits » n'est pas libre du droit moral. Il y a, entre autres, obligation de signer du nom de l'auteur, et de ne pas modifier le visuel sans l'accord de ce dernier..."

Le « libre de droits » est donc par définition inapproprié car incompatible avec le droit français. L'emploi du terme « libre de droit » est par conséquent abusif, et son utilisation est illégale.

Les chambres consulaires dans le viseur

Quelles en sont les conséquences ?

"Des milliers d'emplois perdus. Des photographes qui partent s'installer à l'étranger. D'autres qui ont du mal à joindre les deux bouts ! Je trouve absolument intolérable que nos institutions « achètent » des photographies via ces structures pour illustrer leurs documents".

Quelles institutions ?

"Toutes, de droite et de gauche. Les différents ministères, les Conseils régionaux, généraux, les municipalités, les offices et comités du tourisme, etc. Elles profitent toutes du système, dans l'illégalité.

Pire encore : les CCI et Chambres de métiers, où nous cotisons, où nous

payons une partie de leurs salaires, usent et abusent de ces « microstocks » !

Et quelquefois, lorsqu'elles ne les trouvent pas, elles les piratent sur Internet. Cela en serait presque comique si ce n'était pas aussi dramatique pour les photographes qui restent, mais il y a même des Départements qui font la promotion de leurs services, avec des photographies prises dans les pays nordiques !"

Que faire ?

"D'abord, que toutes ces institutions respectent les lois de la République !

Ensuite, que chaque Région, chaque Département privilégie les photographes qui vivent sur leur territoire ! Une région commence à le faire : la Bretagne".

Et la Basse-Normandie ? L'Orne ?

"Comme toujours, les derniers de la classe..."

Rien que dans l'Orne, il y a une dizaine de photographes reconnus au niveau national, voire international, que l'on ne fait jamais travailler.

Si on allouait aux photographes de la région et/ou du département, 10 % de ce que l'on donne au monde de la musique en général, les photographes vivraient beaucoup mieux".

Qu'est-ce que vous ne supportez plus ?

"Les politiques en général !

Mais où j'ai le plus honte, c'est combien nous coûte un député : environ 18 000 euros par mois ! Soit plus de 11 millions d'euros par mois ! Plus de 130 millions d'euros par an. Vous y rajoutez les sénateurs et on doit arriver à la somme de 200 millions d'euros pour nos chers parlementaires. Et ces gens nous disent le plus sérieusement du monde : "il va falloir que les Français se serrent la ceinture..."

"Se méfier de tous ceux qui sont dans le monde de la politique"

Votre concours "les Photographies de l'année" : en quoi est-il différent des autres ?

"Il est ouvert à tous les professionnels. Pas besoin d'appartenir à une association ou un syndicat et peu importe le statut du photographe. C'est la professionnalité qui est récompensée".

La prochaine édition sera la quatrième : reviendra-t-elle à Alençon ?

"Actuellement, non. Pas avec l'équipe municipale actuelle. Je travaille sur un autre projet à la fois économique et culturel, et j'envisage de le faire dans une autre région..."

Avec mon épouse, nous sommes en pleine réflexion. Nos deux filles sont à l'Université (au Mans et à Orléans), nous allons prendre une décision dans les prochains mois..."

Pourquoi ça n'a pas marché à Alençon ?

"D'abord, parce que l'adjoint à la Culture ne jure que par la musique et qu'ensuite il y a un trop grand fossé entre la municipalité et le Conseil général".

En principe, la Ville ne peut pas donner d'argent à une entreprise privée...

"C'est vrai. C'est la raison pour laquelle j'attends de savoir si le Tour de France viendra à Alençon... L'organisation étant privée, j'attends de savoir comment le maire expliquera ça aux Alençonnais ? Mais on ne sera peut-être plus là !"

Alors, la prochaine édition se déroulera où ?

"Sans aucun doute encore à Paris. Mais d'ici la fin de l'année, l'exposition des Photographies de l'année sera visible aux rencontres de la photo à Chabeuil (Drôme) du 18 au 25 septembre et du 6 au 10 octobre au Salon de la Photo, porte de Versailles à Paris.

Mais aussi au Scoop, festival européen de journalisme à Lille, du 2 au 10 décembre. Peut-être à Angers en janvier 2012. Et en 2012, nous avons déjà des invitations à l'un des plus grands festivals européens et un autre à Toulouse".

Des regrets que ça ne se fasse plus à Alençon ?

"Bien sûr. Je voulais un grand festival photographique, partagé entre l'Hôtel du Département, la Halle au Blé, la Halle aux Toiles et un ou deux autres lieux. Avec des conférences, des débats, des expositions, des dédicaces, etc.

Que tout le monde pousse dans le même sens ! Et économiquement parlant, au bout de quatre à cinq ans, ça pouvait laisser aux commerçants plusieurs milliers d'euros. Je dois être un doux rêveur".

Qu'avez-vous retiré de ces expériences ?

"Plusieurs choses. Se méfier de tous ceux qui, de près ou de loin, sont dans le monde de la politique. Ne pas croire aux promesses des uns et des autres.

Tant que rien n'est signé, ne pas faire de plans sur la comète. Mais au moins, depuis 2008, je suis tranquille : côté élections, je ne me déplace plus".